

L'essentiel de la plénière 22-25 avril 2024 - Session plénière Strasbourg

Renforcer le droit des consommateurs à la réparation

Le PE devrait approuver de nouvelles règles visant à promouvoir la réparation des biens, ce qui se traduira par une consommation durable et la baisse des dépenses liées aux nouveaux achats.

7

Vote final sur les nouvelles règles européennes pour des emballages plus durables

Mercredi, les députés procéderont au vote final sur les nouvelles règles visant à réduire, réutiliser et recycler les emballages.

8

Le Parlement s'apprête à adopter la première loi de l'Union européenne sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes

Les nouvelles règles visent à prévenir le viol et à sensibiliser au consentement. Les mutilations génitales féminines et les mariages forcés seront inclus dans la législation de l'UE.

9

Pollution de l'air: le PE va adopter de nouvelles exigences pour améliorer la qualité de l'air dans l'UE d'ici 2030

La nouvelle loi vise à réduire la pollution atmosphérique de l'UE pour parvenir à un environnement propre et sain pour les citoyens avec pour horizon l'objectif "zéro pollution" d'ici 2050.

10

Lutte contre le blanchiment de capitaux: vote final sur un code européen unique et un nouvel organe de surveillance

Le PE évaluera les projets visant à mettre en place un nouvel organisme, renforcer la réponse de l'UE au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à l'évasion des sanctions.

11

Les députés s'apprêtent à mettre en place de nouvelles règles applicables au devoir de vigilance des entreprises

Le Parlement votera mercredi sur l'accord provisoire conclu avec les États membres, exigeant des entreprises qu'elles atténuent les effets néfastes de leurs activités.

13

Vote final de la directive sur le travail sur les plateformes

Mercredi, les députés devraient approuver de nouvelles règles visant à améliorer les conditions d'emploi des travailleurs des plateformes. 15

Les députés débattront de l'attaque de l'Iran contre Israël

Mercredi, les députés débattront de l'attaque sans précédent menée par l'Iran contre Israël et de la nécessité urgente d'une réponse de l'UE. Ils voteront jeudi sur une résolution. 16

Les députés évalueront les résultats du sommet de l'UE

Les députés évalueront les résultats des dernières réunions du Conseil européen, y compris le sommet extraordinaire de cette semaine. 17

Le Parlement célèbre le 20ème anniversaire du plus grand élargissement de l'UE

Mercredi matin, les députés, des représentants de l'UE et des États membres, ainsi que des jeunes nés en mai 2004, commémoreront l'adhésion de dix pays à l'UE. 18

Vote final sur la mise à jour des règles de gouvernance économique de l'UE

La mise à jour encouragera les pays de l'UE à s'engager dans des réformes nationales, à être plus favorables aux investissements et à améliorer la réduction de la dette. 19

Vote sur une révision de la politique agricole de l'UE pour renforcer le soutien aux agriculteurs

Jeudi, les députés voteront sur une révision ciblée de la politique agricole commune (PAC) afin de réduire la charge administrative et d'améliorer la flexibilité pour les agriculteurs. 20

Organisme chargé des normes éthiques: vote sur l'accord entre les institutions et organes de l'UE

L'organisme élaborera et interprétera des normes minimales communes en matière de conduite éthique et publiera des rapports sur la manière dont celles-ci ont été appliquées. 22

Vote final sur l'interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l'UE

Mardi, le PE devrait donner son feu vert à un nouveau règlement permettant à l'UE d'interdire la vente, l'importation et l'exportation de biens fabriqués en ayant recours au travail forcé. 23

Traite des êtres humains: vote final pour renforcer l'application de la loi et les droits des victimes

Les députés devraient approuver des règles révisées afin de lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains et de protéger ses victimes. 24

Les députés débattront des attaques israéliennes contre Gaza

Mardi après-midi, les députés débattront de la réponse de l'UE aux meurtres continus de civils dans la bande de Gaza.

25

Les députés feront le point sur l'ingérence présumée de la Russie au Parlement

Jeudi, les députés voteront sur une résolution évaluant les tentatives présumées de la Russie d'intervenir au Parlement et dans les prochaines élections européennes.

26

Le Parlement évaluera les résultats de l'élection présidentielle russe

Jeudi, les députés voteront une résolution sur la dernière élection présidentielle organisée par la Russie, qui a vu Vladimir Poutine renforcer son emprise sur le pouvoir.

27

État de droit en Hongrie: résolution sur les derniers développements

Les députés évalueront pour la dernière fois de ce mandat le déblocage des fonds européens gelés, la procédure de l'article 7 et les atteintes aux valeurs de l'UE.

28

Vote final pour des enquêtes transfrontalières plus rapides sur les infractions routières

Pour prévenir la conduite risquée à l'étranger, le PE devrait élargir la liste des infractions commises par des conducteurs non-résidents et améliorer la recherche de leurs auteurs.

29

Les députés vont donner leur feu vert définitif à un nouveau soutien commercial à l'Ukraine

Le Parlement votera mardi sur l'extension des mesures temporaires de libéralisation du commerce pour l'Ukraine, tout en protégeant les agriculteurs de l'UE.

30

Nouvelles règles européennes pour généraliser les produits durables

Mardi, le Parlement devrait approuver de nouvelles mesures d'"écoconception" pour que les produits vendus en Europe durent plus longtemps et soient plus faciles à réparer et à recycler.

31

L'UE prévoit d'accélérer le déploiement du réseau ultrarapide et de mettre fin aux frais d'appel à l'intérieur de l'UE

Mardi, les députés donneront leur approbation finale à la loi sur l'infrastructure gigabit, qui vise à réduire les coûts de déploiement des réseaux à très haut débit.

32

Les députés votent sur l'actualisation des lignes directrices du réseau transeuropéen de transport

Le PE devrait renouveler l'engagement de l'UE à mener à terme d'ici 2030 les grands projets du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), routes, chemins de fer et ponts transfrontaliers.

33

Espace européen des données de santé: des traitements plus efficaces et

des recherches qui sauvent des vies

Les députés procéderont à un vote final sur la création d'un espace européen des données de santé afin d'améliorer leur accès et favoriser leur partage sécurisé, dans l'intérêt général.

34

Le Parlement s'apprête à adopter les cartes européennes d'invalidité et de stationnement

Lors d'un débat mardi et d'un vote mercredi, les députés devraient adopter les premières cartes d'invalidité et de stationnement à l'échelle européenne pour les personnes handicapées.

35

Une formation obligatoire pour tous les députés sur les conflits et le harcèlement

Mercredi, le Parlement votera sur la mise en place d'une formation pour prévenir les conflits et le harcèlement au travail et favoriser la bonne gestion des équipes.

36

Le PE votera sur des règles plus strictes pour réduire les pertes de microplastiques

Les députés débattront lundi et adopteront mardi des propositions visant à prévenir les pertes de granulés de plastique tout au long de la chaîne d'approvisionnement et réduire la pollution.

37

Des règles révisées pour l'utilisation du sang, des tissus et d'autres substances d'origine humaine

Mercredi, les députés procéderont au vote final sur de nouvelles règles qui amélioreront la protection des citoyens qui donnent ou qui reçoivent du sang, des tissus ou des cellules.

38

Encourager la production de technologies Net-Zéro en Europe

Jeudi, les députés devraient adopter une législation destinée à renforcer la production européenne des technologies nécessaires à la décarbonation.

39

Les députés votent sur le retrait de l'UE du traité sur la Charte de l'énergie

Le Parlement votera sur l'opportunité de donner son approbation pour procéder à un retrait de l'Union européenne du traité, considéré comme un obstacle à la transition climatique.

40

Lutte contre les retards de paiement dans les transactions commerciales

Les règles proposées visent à protéger les entreprises et les PME contre les retards de paiement et à garantir leur réception en temps voulu pour éviter les problèmes de trésorerie.

41

Soutien à l'Ukraine et aux Balkans occidentaux

Les députés devraient approuver une nouvelle facilité pour soutenir les Balkans occidentaux, ainsi qu'une hausse de 5,8 milliards d'euros du budget 2024, en partie pour soutenir l'Ukraine.

42

Les députés votent sur des mesures visant à améliorer l'accès à l'argent liquide et la protection contre la fraude

Mardi, la plénière adoptera des propositions pour un secteur des services de paiement plus ouvert et plus compétitif, capable de se défendre contre la fraude et les violations de données.

43

Cybersécurité: renforcer la coopération de l'UE contre les menaces

La législation sur la cybersolidarité vise à construire une réponse collective et plus résiliente de l'UE contre les cybermenaces.

44

Un nouveau système pour assurer le fonctionnement du marché unique en cas de crise

Le PE devrait approuver un nouveau système de préparation et de coordination en cas de crise afin d'assurer la circulation des biens essentiels et des travailleurs en cas de crise future.

45

Données des passagers aériens: des règles plus claires pour renforcer la sécurité de l'UE

Mercredi, les députés voteront sur des règles actualisées sur la manière dont les compagnies aériennes devront recueillir et communiquer les données des passagers avant leur voyage.

46

Résolutions sur les droits de l'homme et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats urgents sur les thèmes suivants relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit mercredi après-midi, suivis des votes jeudi.

47

Autres sujets à l'ordre du jour

Autres sujets à l'ordre du jour

48

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2024-04-22>

L'essentiel de la plénière - 22-25 avril 2024 - Session plénière - Strasbourg

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[Suivre la séance plénière en direct](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[Dossier de presse du Parlement consacré aux élections européennes](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Elodie LABORIE

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 34077 (BXL)

📱 (+ 32) 477 99 06 70

✉ elodie.laborie@europarl.europa.eu

Isabelle ZERROUK

Attachée de presse audiovisuelle

☎ (+32) 2 28 42742 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74032 (STR)

📱 (+32) 470 88 02 62

✉ isabelle.zerrouk@europarl.europa.eu

Renforcer le droit des consommateurs à la réparation

Le PE devrait approuver de nouvelles règles visant à promouvoir la réparation des biens, ce qui se traduira par une consommation durable et la baisse des dépenses liées aux nouveaux achats.

Les députés débattront lundi soir et voteront mardi sur l'[accord provisoire conclu avec les États membres](#) sur le droit à la réparation pour les consommateurs, qui vise à promouvoir la réparation des biens durant la période de garantie légale et au-delà.

Au-delà de la garantie légale, les consommateurs bénéficieront d'un nouveau droit de réclamer la réparation de produits techniquement réparables en vertu du droit européen (par exemple, machines à laver, aspirateurs et smartphones). Afin d'encourager la réparation et de revitaliser le marché européen de la réparation, les règles prévoient la mise en place d'une plateforme européenne en ligne pour trouver des ateliers de réparation locaux ou des vendeurs de biens remis à neuf. Elles permettront également l'accès aux pièces de rechange, aux outils et aux informations de maintenance, et interdiront l'utilisation de matériel et de logiciels qui entravent les réparations.

Débat: lundi 22 avril

Vote: mardi 23 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Conférence de presse: mardi 23 avril 14h30 CEST

En savoir plus

[Texte de l'accord provisoire \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE -Le droit à la réparation, un nouveau droit du consommateur \(septembre 2023, en anglais\)](#)

Vote final sur les nouvelles règles européennes pour des emballages plus durables

Mercredi, les députés procéderont au vote final sur les nouvelles règles visant à réduire, réutiliser et recycler les emballages.

La législation, qui a fait l'objet d'un [accord provisoire](#) avec le Conseil, vise à rendre les emballages utilisés dans l'UE plus sûrs et plus durables. Les règles exigent que tous les emballages soient recyclables, minimisent la présence de substances nocives, réduisent les emballages inutiles, encouragent l'utilisation de contenu recyclé et améliorent la collecte et le recyclage.

Contexte

En 2018, le secteur de l'emballage a généré un chiffre d'affaires de 355 milliards d'euros dans l'UE. Il s'agit d'une [source de déchets sans cesse croissante](#), le total européen étant passé de 66 millions de tonnes en 2009 à 84 millions de tonnes en 2021. Chaque Européen a produit 188,7 kg de déchets d'emballages en 2021, un chiffre qui passerait à 209 kg en 2030, en l'absence de mesures supplémentaires.

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Vote: mercredi 24 avril

En savoir plus

[Accord provisoire \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Frédérique Ries \(Renew Europe, Belgique\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Révision de la directive sur les emballages et les déchets d'emballages \(novembre 2023, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Le Parlement s'apprête à adopter la première loi de l'Union européenne sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes

Les nouvelles règles visent à prévenir le viol et à sensibiliser au consentement. Les mutilations génitales féminines et les mariages forcés seront inclus dans la législation de l'UE.

Après l'[accord conclu entre le Parlement et le Conseil](#), les députés débattront mardi et voteront mercredi sur les premières règles européennes relatives à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La nouvelle directive interdira le mariage forcé et les mutilations génitales féminines et comportera des règles spécifiques sur la cybercriminalité, notamment le cyberflashing et le cyberharcèlement. Les victimes auront un meilleur accès à la justice et aux soins de santé, notamment la santé sexuelle et génésique, tandis que la législation comprendra des dispositions visant à prévenir le viol.

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Débat: mardi 23 avril

Vote: mercredi 24 avril

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure de la commission des droits des femmes et de l'égalité des genres: Frances Fitzgerald \(PPE, IE\)](#)

[Profil de la rapporteure de la commission des libertés civiles: Evin Incir \(S&D, SE\)](#)

[Service de recherche du PE - Définitions du viol dans la législation des États membres de l'UE \(janvier 2024, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias \(violence à l'égard des femmes\)](#)

Pollution de l'air: le PE va adopter de nouvelles exigences pour améliorer la qualité de l'air dans l'UE d'ici 2030

La nouvelle loi vise à réduire la pollution atmosphérique de l'UE pour parvenir à un environnement propre et sain pour les citoyens avec pour horizon l'objectif "zéro pollution" d'ici 2050.

L'accord entre le Conseil et le Parlement, qui sera mis au vote mercredi, fixe des limites et des valeurs cibles plus strictes à l'horizon 2030, par rapport aux règles actuelles, pour plusieurs polluants ayant un impact élevé sur la santé humaine, dont les particules fines (PM2,5, PM10), le NO2 (dioxyde d'azote) et le SO2 (dioxyde de soufre). Les nouvelles règles aideront à comparer, de façon claire et accessible, les indices de qualité de l'air qui sont actuellement fragmentés dans l'ensemble de l'UE.

Les citoyens et les ONG environnementales qui sont touchés par la pollution de l'air auront accès à la justice pour contester la mise en œuvre de cette directive dans les États membres, et les citoyens auront droit à une compensation lorsque leur santé a été affectée en raison de la violation des nouvelles règles nationales.

Contexte

La pollution de l'air reste la première cause environnementale de décès prématurés dans l'UE, avec environ 300 000 décès prématurés par an ([cliquez ici pour voir l'état de la propreté de l'air dans les villes européennes](#)).

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Vote: mercredi 24 avril

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Infoclip - Qualité de l'air ambiant](#)

[Quelle est la qualité de l'air dans ma ville? \(Site de l'Agence européenne pour l'environnement, en anglais\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Un air pur pour l'Europe \(06/09/23\)](#)

[Service de recherche du PE - Révision de la législation de l'UE en matière de qualité de l'air:](#)

[Fixer un objectif zéro pollution pour l'air \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Lutte contre le blanchiment de capitaux: vote final sur un code européen unique et un nouvel organe de surveillance

Le PE évaluera les projets visant à mettre en place un nouvel organisme, renforcer la réponse de l'UE au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à l'évasion des sanctions.

Un nouvel ensemble de textes donne accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs et donne plus de pouvoirs aux cellules de renseignement financier (CRF) pour analyser et détecter les cas de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, ainsi que pour suspendre les transactions suspectes. Les députés ont veillé à ce qu'à partir de 2029, lorsque les clubs de football professionnels sont impliqués dans des transactions, ils soient tenus de vérifier l'identité de leurs clients, de surveiller les transactions et de signaler toute transaction suspecte aux CRF.

Ils ont également obtenu une vigilance accrue vis-à-vis des personnes très riches (personnes d'une richesse totale d'au moins 50 000 000 EUR, hors résidence principale). Les dispositions prévoient une limite à l'échelle européenne pour les gros paiements en espèces d'un montant de 10 000 EUR.

Une nouvelle autorité de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AMLA) sera [créée à Francfort](#), chargée de superviser directement les entités financières les plus risquées, d'intervenir en cas de défaillance de la surveillance et de servir de référence et de médiateur pour les autorités de surveillance.

Le train [de mesures sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme \(LBC/FT\)](#) qui doit être examiné et mis aux voix mercredi a été approuvé avec le Conseil en janvier. Il comprend [la sixième directive anti-blanchiment \(AML\)](#), le [règlement unique européen](#) et l'[Autorité de lutte contre le blanchiment d'argent \(AMLA\)](#).

Débat: mercredi 24 avril

Votes: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Fiche de procédure \(directive\)](#)

[Fiche de procédure \(règlement\)](#)

[Fiche de procédure \(Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux\)](#)

[Service de recherche du PE- Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux \(en anglais\)](#)

[Contexte européen en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme \(Commission européenne, en anglais\)](#)

Les députés s'apprêtent à mettre en place de nouvelles règles applicables au devoir de vigilance des entreprises

Le Parlement votera mercredi sur l'accord provisoire conclu avec les États membres, exigeant des entreprises qu'elles atténuent les effets néfastes de leurs activités.

Conformément à la nouvelle directive, les entreprises et leurs partenaires en amont et en aval devront prévenir, mettre un terme ou atténuer les effets néfastes de leurs activités sur les personnes et l'environnement, notamment le travail des enfants, l'esclavage, la pollution et la perte de biodiversité.

Elle s'appliquera aux entreprises et aux sociétés mères de l'UE et de pays tiers qui emploient plus de 1000 personnes et dont le chiffre d'affaires dépasse 450 millions d'euros. Les entreprises devront également mettre en place un plan de transition rendant leur modèle d'entreprise compatible avec la limite de réchauffement climatique de 1,5 °C prévue par l'[Accord de Paris](#).

Les États membres désigneront une autorité de contrôle chargée d'enquêter sur le comportement des entreprises et d'infliger des sanctions aux entreprises non conformes, notamment des amendes allant jusqu'à 5 % de leur chiffre d'affaires net mondial. Les entreprises seront également responsables des dommages et devront indemniser leurs victimes.

Contexte

La [proposition de la Commission](#), présentée le 23 février 2022, est conforme à l'appel lancé par le Parlement en 2021 en faveur d'une [législation obligatoire en matière de devoir de vigilance](#). Le texte complète d'autres actes législatifs existants et à venir dans ce domaine, tels que le [règlement sur la déforestation](#), le règlement sur les [minerais provenant de zones de conflit](#) et le projet de [règlement interdisant les produits issus du travail forcé](#).

Vote: mercredi 24 avril

Conférence de presse: mercredi 24 avril à 15 heures avec la rapporteure Lara Wolters (S&D, NL)

Procédure: Directive 2022/0051(COD), COD — Procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Texte de l'accord provisoire \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Lara Wolters \(S&D, NL\)](#)

[Service de recherche du PE - Diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Vote final de la directive sur le travail sur les plateformes

Mercredi, les députés devraient approuver de nouvelles règles visant à améliorer les conditions d'emploi des travailleurs des plateformes.

Les nouvelles règles, [déjà approuvées par le Parlement et le Conseil en février](#), visent à faire en sorte que les travailleurs de plateformes aient un statut professionnel correctement défini et à corriger le faux travail indépendant.

La loi introduit une présomption de relation de travail (par opposition au travail indépendant) qui est admise lorsque des faits indiquant un contrôle et une direction sont avérés, conformément au droit national et aux conventions collectives, et en tenant compte du droit européen.

La directive régleme également, pour la première fois en Europe, l'utilisation d'algorithmes sur le lieu de travail. Une personne exécutant un travail via une plateforme ne peut être licenciée ou démise de ses fonctions sur la base d'une décision prise par un algorithme ou un système de prise de décision automatisé: les plateformes doivent assurer une surveillance humaine des décisions importantes qui affectent directement les travailleurs des plateformes. Il sera également interdit aux plateformes de traiter certains types de données personnelles.

Vote: mercredi 24 avril

Conférence de presse: mercredi 24 avril à 15h30 CEST avec la rapporteure Elisabetta Gualmini (S&D, IT)

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Communiqué de presse à la suite de l'accord provisoire \(08/02/24\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE- Améliorer les conditions de travail des travailleurs des plateformes \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Travailleurs des plateformes numériques: un pas de plus vers des règles européennes \(en anglais\)](#)

Les députés débattront de l'attaque de l'Iran contre Israël

Mercredi, les députés débattront de l'attaque sans précédent menée par l'Iran contre Israël et de la nécessité urgente d'une réponse de l'UE. Ils voteront jeudi sur une résolution.

La Présidente du Parlement, Roberta Metsola, a qualifié l'attaque directe de drones et de missiles menée par l'Iran contre Israël les 20 et 21 avril, d'escalade majeure dans la région et a averti qu'elle risquait d'engendrer un nouveau chaos au Moyen-Orient.

Les députés évalueront la situation lors d'un débat prioritaire mercredi matin, suivi d'une résolution sur laquelle ils voteront jeudi.

Débat: mercredi 24 avril

Vote: jeudi 25 avril

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Les députés évalueront les résultats du sommet de l'UE

Les députés évalueront les résultats des dernières réunions du Conseil européen, y compris le sommet extraordinaire de cette semaine.

Le débat prioritaire de mardi matin portera sur la compétitivité de l'UE et son programme stratégique. Les députés devraient également débattre des questions de relations extérieures et de l'instabilité actuelle de la situation géopolitique. La guerre russe en cours contre l'Ukraine et le soutien de l'UE à la défense de l'Ukraine, ainsi que les derniers développements concernant l'opération israélienne à Gaza et l'escalade des tensions au Moyen-Orient, figureront en bonne place dans le débat. Les relations de l'UE avec la Turquie figurent également à l'ordre du jour du Conseil européen.

Débat: mardi 23 avril Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Lettre d'invitation du Président Charles Michel aux membres du Conseil européen](#)
[Produits multimédias](#)

Le Parlement célèbre le 20ème anniversaire du plus grand élargissement de l'UE

Mercredi matin, les députés, des représentants de l'UE et des États membres, ainsi que des jeunes nés en mai 2004, commémoreront l'adhésion de dix pays à l'UE.

La Présidente du Parlement, Roberta Metsola, la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, l'ancien Président du Parlement, Pat Cox, et l'ancien Président de la Commission, Romano Prodi, participeront à une séance solennelle du Parlement pour marquer le 20ème anniversaire de l'élargissement de l'UE en 2004.

Ils seront rejoints par des représentants des dix pays qui ont rejoint l'UE il y a 20 ans.

Au cours de la cérémonie, les invités répondront aux questions d'un groupe de jeunes nés le 1er mai 2004 ou autour de cette date dans les nouveaux États membres, qui seront invités à assister à la séance.

La cérémonie se terminera par l'Hymne à la joie de Beethoven, interprété par le chœur a cappella "Voix de Stras".

Historique

Le 1er mai 2004, Chypre, la Tchéquie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie ont rejoint l'Union européenne. Il s'agit du plus grand élargissement de l'histoire de l'UE.

Vote final sur la mise à jour des règles de gouvernance économique de l'UE

La mise à jour encouragera les pays de l'UE à s'engager dans des réformes nationales, à être plus favorables aux investissements et à améliorer la réduction de la dette.

La législation, qui a fait l'objet d'un [accord provisoire avec le Conseil](#) en février, vise à mettre en place un nouveau système de règles fiscales qui permettra de ramener les finances publiques des États membres à des niveaux viables après la pandémie de COVID-19. Dans le même temps, la loi donnera beaucoup plus de place aux investissements essentiels dans des domaines prioritaires tels que le climat et les transitions numériques. Les règles seront également mieux prises en compte dans les priorités sociales et permettront un meilleur dialogue entre les gouvernements nationaux et les institutions de l'UE, ce qui renforcera leur appropriation nationale.

Contexte

Les règles fiscales européennes actuelles ont été suspendues à la suite de la pandémie de COVID-19 et du recours à d'importants montants d'argent public pour la combattre. Après la pandémie, un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'une révision. En avril 2023, la Commission a présenté une proposition consistant en [trois actes législatifs](#).

Procédure: procédure législative ordinaire et procédure de consultation

Vote: mardi 23 avril

En savoir plus

[Accord provisoire — volet préventif du pacte de stabilité et de croissance \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure — volet préventif du pacte de stabilité et de croissance](#)

[Fiche de procédure — volet correctif du pacte de stabilité et de croissance \(amendes\)](#)

[Fiche de procédure — Règles pour les cadres budgétaires](#)

[Profil du rapporteur Markus Ferber \(PPE, DE\)](#)

[Profil de la rapporteure Margarida Marques \(S&D, PT\)](#)

Vote sur une révision de la politique agricole de l'UE pour renforcer le soutien aux agriculteurs

Jeudi, les députés voteront sur une révision ciblée de la politique agricole commune (PAC) afin de réduire la charge administrative et d'améliorer la flexibilité pour les agriculteurs.

Pour accélérer l'adoption des mesures, le Parlement a accepté de [traiter le dossier](#) dans le cadre de la [procédure d'urgence](#). La [proposition présentée par la Commission](#) prévoit un réexamen du [règlement relatif aux plans stratégiques relevant de la PAC](#) et du [règlement horizontal de la PAC](#). Les députés voteront sur la proposition de la Commission avec les [modifications techniques proposées par le Conseil](#).

Lors d'un vote séparé mardi, la plénière doit décider s'il y a lieu de s'opposer à la [proposition de la Commission](#) afin de permettre aux États membres de disposer d'une plus grande souplesse dans l'application d'une autre condition de la PAC: l'exigence de maintenir le ratio des prairies permanentes par rapport à la superficie agricole supérieure à 5 % par rapport à 2018 (BCAE 1).

Contexte

L'examen de la PAC modifie les règles applicables à trois "conditions" environnementales que les agriculteurs doivent respecter pour pouvoir bénéficier d'un financement. Il offre également plus de flexibilité aux pays de l'UE pour accorder des dérogations aux normes de la PAC en cas de problèmes liés à leur application et en cas de problèmes causés par des conditions météorologiques extrêmes. Les petites exploitations de moins de dix hectares seront exemptées de contrôles et de sanctions en cas de non-respect des règles de la PAC.

En réponse aux protestations des agriculteurs, le Président de la commission de l'agriculture a adressé le 20 février à la Commission une [lettre](#) recensant six domaines dans lesquels des mesures concrètes et immédiates étaient nécessaires pour faire face aux difficultés rencontrées par les agriculteurs.

Votes: jeudi 25 avril (simplification), mardi 23 avril (BCAE 1)

Procédure: réexamen de la PAC — procédure législative ordinaire, première lecture; BCAE 1 — procédure d'actes délégués

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Modifications ciblées de la PAC sur la conditionnalité environnementale \(en anglais\)](#)

[Commission: Questions et réponses sur le paquet de soutien aux agriculteurs de l'UE](#)

[Produits multimédias \(politique agricole commune\)](#)

Organisme chargé des normes éthiques: vote sur l'accord entre les institutions et organes de l'UE

L'organisme élaborera et interprétera des normes minimales communes en matière de conduite éthique et publiera des rapports sur la manière dont celles-ci ont été appliquées.

Le Parlement décidera jeudi de l'approbation de l'accord portant sur la création d'un organisme interinstitutionnel de normes éthiques, qui vise à mettre en place un cadre de coopération pour les institutions et organes de l'UE. Même si les négociateurs du Parlement ont réussi à améliorer de manière significative la proposition de la Commission, qui avait été [jugée insatisfaisante par les députés](#) en juillet 2023, les députés devraient soulever des questions liées à la portée et aux pouvoirs de l'organisme envisagé lors du débat précédant le vote (notamment la participation limitée du Conseil).

L'accord est le résultat de négociations entre huit des institutions et organes de l'UE, sur la base d'une proposition de la Commission répondant à la [demande du Parlement](#). Il a ensuite été approuvé par la Conférence des Présidents du Parlement (composée de la Présidente du PE et les Présidents des groupes politiques) et le rapport correspondant sera déposé lundi lors d'une réunion extraordinaire de la commission des affaires constitutionnelles.

Procédure: Accord interinstitutionnel

Débat: jeudi 25 avril

Vote: jeudi 25 avril

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Daniel Freund \(Verts/ALE, DE\)](#)

[Le Parlement renforce les règles en matière d'intégrité, de transparence et de responsabilité \(13/09/24\)](#)

[Service de recherche du Parlement européen — Organisme interinstitutionnel pour les normes éthiques \(16/04/24, en anglais\)](#)

[Page web du Parlement européen: groupes de pression et transparence](#)

[Article 13 du traité sur l'Union européenne \(cadre institutionnel\)](#)

[Produits multimédias](#)

Vote final sur l'interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l'UE

Mardi, le PE devrait donner son feu vert à un nouveau règlement permettant à l'UE d'interdire la vente, l'importation et l'exportation de biens fabriqués en ayant recours au travail forcé.

Les produits seront interdits sur la base des résultats d'une enquête menée par les autorités des États membres ou la Commission européenne, ce qui entraînera leur retrait du marché européen et leur don, leur recyclage ou leur élimination. Les entreprises qui ne se conforment pas aux décisions pourront être condamnées à une amende. Les marchandises seront réintroduites sur le marché si l'entreprise élimine le travail forcé de ses chaînes d'approvisionnement.

Les députés débattront du projet de texte lundi. Après le vote de mardi, les rapporteurs Maria-Manuel Leitão-Marques (S&D, PT) et Samira Rafaela (Renew, NL) organiseront une conférence de presse à 14 heures.

Débat: lundi 22 avril

Vote: mardi 23 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Conférence de presse avec les rapporteurs: mardi 23 avril à 14 heures CEST

En savoir plus

[Projet de règlement](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Maria-Manuel Leitão-Marques \(S&D, PT\)](#)

[Profil de la rapporteure Samira Rafaela \(Renew, NL\)](#)

[Communiqué de presse - Accord sur l'interdiction par l'UE des produits issus du travail forcé \(05/03/24\)](#)

[Produits multimédias](#)

Traite des êtres humains: vote final pour renforcer l'application de la loi et les droits des victimes

Les députés devraient approuver des règles révisées afin de lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains et de protéger ses victimes.

À la suite de [l'accord conclu entre le Parlement et le Conseil](#), les députés débattront lundi et voteront mardi afin de faire entrer dans le champ de la loi actuelle le mariage forcé, l'adoption illégale et l'exploitation de la gestation pour autrui.

Les possibilités de démanteler les organisations criminelles seront élargies et des sanctions seront prévues pour les entreprises reconnues coupables de trafic. La protection et le soutien adéquat des plus vulnérables, notamment les femmes, les personnes handicapées et les enfants non accompagnés, sont prioritaires dans les règles actualisées.

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Débat: lundi 22 avril

Vote: mardi 23 avril

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Enregistrement vidéo de la conférence de presse avec les rapporteurs à la suite de l'accord provisoire \(24/01/24\)](#)

[Profil de la corapporteuse Eugenia Rodríguez Palop \(La Gauche, Espagne\)](#)

[Profil de la corapporteuse Malin Björk \(La Gauche, Suède\)](#)

[Service de recherche du PE - Prévention et lutte contre la traite des êtres humains \(14/06/23, en anglais\)](#)

[Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures](#)

[Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres](#)

Les députés débattront des attaques israéliennes contre Gaza

Mardi après-midi, les députés débattront de la réponse de l'UE aux meurtres continus de civils dans la bande de Gaza.

Lors d'un débat en séance plénière, les députés discuteront de la réponse de l'UE aux meurtres répétés de travailleurs humanitaires, de journalistes et de civils par les forces de défense israéliennes à Gaza.

En mars, le Parlement a adopté [une résolution](#) mettant en garde contre l'insécurité alimentaire et la famine imminente à Gaza. Les députés ont déploré l'impact catastrophique des attaques contre les livraisons d'aide humanitaire et les civils à Gaza, en particulier sur les enfants, ont exhorté toutes les parties à cesser immédiatement ces attaques et ont exigé une enquête internationale indépendante.

Plus de 33,000 Palestiniens ont été tués par des frappes israéliennes sur Gaza depuis le 7 octobre 2023 dans le cadre de la réponse d'Israël à l'attaque au cours de laquelle des militants du Hamas ont tué quelque 1200 personnes, principalement des civils, dans le sud d'Israël et enlevé environ 250 personnes.

Débat: mardi 23 avril

Procédure: déclaration VP/HR, sans résolution

En savoir plus

[Communiqué de presse: Rapports annuels sur la politique étrangère, de sécurité et de défense commune \(28/02/24\)](#)

[Résolution sur la situation humanitaire à Gaza \(18/01/24\)](#)

[Produits multimédias](#)

Les députés feront le point sur l'ingérence présumée de la Russie au Parlement

Jeudi, les députés voteront sur une résolution évaluant les tentatives présumées de la Russie d'intervenir au Parlement et dans les prochaines élections européennes.

Des révélations ont récemment été publiées au sujet d'une campagne d'influence russe visant le Parlement européen, y compris des allégations selon lesquelles Moscou aurait payé des députés pour s'ingérer dans les prochaines élections européennes. La nouvelle a été annoncée lors de la sanction par le gouvernement tchèque du média Voice of Europe dans le cadre d'une opération d'influence pro-russe.

La résolution à venir clôturera [le débat en plénière qui s'est déjà tenu le 10 avril](#).

Débat: mercredi 10 avril

Vote: jeudi 25 avril

Procédure: résolution

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Le Parlement évaluera les résultats de l'élection présidentielle russe

Jeudi, les députés voteront une résolution sur la dernière élection présidentielle organisée par la Russie, qui a vu Vladimir Poutine renforcer son emprise sur le pouvoir.

Alors que la guerre en Ukraine fait rage, et en l'absence de toute opposition démocratique crédible, le Président russe sortant Vladimir Poutine a officiellement obtenu 88,48% des voix lors de l'élection présidentielle en Russie. Le scrutin du 15 au 17 mars s'est déroulé dans un environnement très restrictif caractérisé par une répression impitoyable contre la dissidence, et peu de temps après la mort d'Alexeï Navalny, l'une des voix d'opposition les plus éminentes en Russie, [dans des circonstances mystérieuses](#) au sein d'une colonie de la prison Artic.

Par l'adoption d'une résolution, les députés concluront le [débat qui s'est tenu en plénière le 10 avril](#). L'UE a [fermement condamné et refusé de reconnaître](#) la tenue illégale de ces soi-disant élections dans les territoires de l'Ukraine temporairement occupés par la Russie.

Lors d'un débat séparé mardi, les députés interrogeront des représentants de la Commission européenne sur les derniers efforts déployés par l'UE pour confisquer les avoirs russes gelés et les utiliser pour financer la victoire de l'Ukraine, déchirée par la guerre, et sa reconstruction.

Débat: mercredi 10 avril (ingérence) / mardi 23 avril (confiscation des avoirs)

Vote: jeudi 25 avril (ingérence)

Procédure: résolution

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

État de droit en Hongrie: résolution sur les derniers développements

Les députés évalueront pour la dernière fois de ce mandat le déblocage des fonds européens gelés, la procédure de l'article 7 et les atteintes aux valeurs de l'UE.

La résolution qui sera mise aux voix mercredi clôturera le [débat qui a eu lieu lors de la dernière session plénière](#). Le texte devrait se concentrer sur le rôle de la Commission en ce qui concerne le [déblocage des fonds de cohésion européens pour la Hongrie](#), à la lumière de l'action en justice du Parlement sur cette question. Les députés feront également le point sur la menace persistante que le gouvernement hongrois fait peser sur les valeurs, les institutions et les fonds de l'UE, y compris l'absence de progrès en ce qui concerne la [procédure au titre de l'article 7, paragraphe 1, lancée par le Parlement](#) en 2018. En janvier dernier, les députés ont demandé au Conseil européen de déterminer si la Hongrie avait commis des "violations graves et persistantes des [valeurs de l'UE](#)" dans le cadre de la [procédure plus directe prévue à l'article 7, paragraphe 2](#).

Ils soulèveront probablement également le sujet de la prochaine présidence hongroise du Conseil de l'UE (au second semestre 2024), l'abus répété du droit de veto et du chantage commis par la Hongrie au Conseil européen et le lancement par la Commission d'une [procédure d'infraction concernant la "loi de souveraineté" du pays](#).

Débat: mercredi 10 avril

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: résolution

En savoir plus

[Le gouvernement hongrois menace les valeurs, les institutions et les fonds de l'UE, selon les députés \(18/01/24\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[La Hongrie ne peut plus être considérée comme une démocratie à part entière, selon les députés \(15/09/22\)](#)

[Fiches d'information sur l'UE - La protection des valeurs de l'article 2 du traité UE dans l'UE](#)

[Produits multimédias \(État de droit en Hongrie\)](#)

Vote final pour des enquêtes transfrontalières plus rapides sur les infractions routières

Pour prévenir la conduite risquée à l'étranger, le PE devrait élargir la liste des infractions commises par des conducteurs non-résidents et améliorer la recherche de leurs auteurs.

Alors que 40 % des infractions routières transfrontalières environ sont actuellement impunies, les députés se sont assurés d'une meilleure coopération entre pays de l'UE et de leur entraide pour retrouver toute personne qui aurait commis une infraction routière.

Selon les nouvelles règles, convenues de manière informelle avec le Conseil, outre les excès de vitesse, la conduite en état d'ivresse ou le non-respect d'un feu rouge, de nouvelles infractions, telles que le stationnement et le dépassement dangereux, le franchissement d'une ligne continue et le délit de fuite, donneront lieu à une assistance transfrontalière pouvant se traduire par une amende pour les conducteurs dangereux. Le pays de l'UE dans lequel l'infraction a été commise disposera de onze mois à compter de la date de l'infraction pour émettre un avis de contravention.

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Communiqué de presse sur l'accord de trilogue \(12/03/24\)](#)

[Accord interinstitutionnel \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Kosma Złotowski \(ECR, Pologne\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Révision de la directive sur l'échange transfrontalier d'informations sur les infractions routières liées à la sécurité \(avril 2024, en anglais\)](#)

Les députés vont donner leur feu vert définitif à un nouveau soutien commercial à l'Ukraine

Le Parlement votera mardi sur l'extension des mesures temporaires de libéralisation du commerce pour l'Ukraine, tout en protégeant les agriculteurs de l'UE.

Les députés et la présidence du Conseil sont parvenus à un accord provisoire plus tôt ce mois-ci pour suspendre les droits à l'importation et les contingents sur les importations agricoles ukrainiennes jusqu'au 5 juin 2025, afin de soutenir l'Ukraine dans un contexte de guerre d'agression brutale et continue. Le Parlement devrait approuver l'accord la semaine prochaine.

En vertu du texte réglementaire faisant l'objet d'un accord, la Commission peut prendre des mesures rapides et imposer toutes les mesures qu'elle juge nécessaires en cas de perturbation importante du marché européen ou des marchés d'un ou de plusieurs pays de l'UE en raison des importations ukrainiennes. Dans le cadre des mesures de sauvegarde renforcées visant à protéger les agriculteurs européens, un dispositif d'urgence peut être déclenché pour les produits agricoles particulièrement sensibles, et la Commission s'est engagée à intensifier son contrôle des importations de céréales, en particulier de blé.

La Commission s'est également engagée à lancer prochainement des pourparlers avec l'Ukraine sur la libéralisation permanente des échanges, tout en maintenant le Parlement étroitement associé au processus.

Procédure: Procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Vote: mardi 23 avril

En savoir plus

[Communiqué de presse sur l'accord provisoire](#)

[Texte de l'accord provisoire](#)

[Fiche de procédure](#)

[Relations commerciales de l'UE avec l'Ukraine \(site web de la Commission, en anglais\)](#)

[Invasion de l'Ukraine: impact sur les marchés agricoles \(site de la Commission\)](#)

[Une balance commerciale agroalimentaire européenne positive confirme la compétitivité des exportations de l'UE \(données de la Commission, en anglais\)](#)

Nouvelles règles européennes pour généraliser les produits durables

Mardi, le Parlement devrait approuver de nouvelles mesures d'"écoconception" pour que les produits vendus en Europe durent plus longtemps et soient plus faciles à réparer et à recycler.

La loi, [déjà approuvée à titre provisoire avec les gouvernements de l'UE](#), concerne certains types de produits comme le fer, l'acier, l'aluminium, les textiles, les meubles et les pneus ; pour lesquels les exigences spécifiques en matière de durabilité seront définies par des [actes délégués](#). La destruction de chaussures et de vêtements invendus sera interdite. Des "passeports numériques pour les produits" contenant des informations exactes et à jour permettront aux consommateurs de faire leurs choix d'achat de façon éclairée.

Contexte

En mars 2022, le Commission a présenté une [proposition de règlement](#) visant à établir un cadre général qui fixe des exigences en matière d'écoconception pour les produits durables. Les règles révisées, qui font partie du [paquet législatif pour une économie circulaire](#), s'appliqueront à presque tous les produits du marché intérieur (à l'exception des denrées alimentaires, des aliments pour animaux, des médicaments et des organismes vivants).

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Vote: mardi 23 avril

En savoir plus

[Accord provisoire \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Alessandra Moretti \(S&D, Italie\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - L'écoconception pour des produits durables \(février 2024, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

L'UE prévoit d'accélérer le déploiement du réseau ultrarapide et de mettre fin aux frais d'appel à l'intérieur de l'UE

Mardi, les députés donneront leur approbation finale à la loi sur l'infrastructure gigabit, qui vise à réduire les coûts de déploiement des réseaux à très haut débit.

Le projet de loi, [déjà convenu de manière informelle avec les gouvernements de l'UE](#), réduira les coûts d'utilisation de réseaux compatibles avec le gigabit (qui peuvent permettre le téléchargement de données à une vitesse de 1 gigabit par seconde). Il vise également à encourager les investissements dans les infrastructures numériques, à alimenter la croissance économique et à faire en sorte que les entreprises européennes restent à l'avant-garde de l'innovation mondiale.

Au cours des négociations, les députés ont ouvert la voie à la suppression des redevances pour les utilisateurs finaux pour les appels intra-UE et les SMS. D'ici 2029, il ne devrait plus y avoir de différenciation de prix de détail fondée sur le seul fait que les appels proviennent de différents États membres ou y aboutissent, indique le projet de loi.

Le texte convenu prolonge également les plafonds de prix existants pour les appels intra-UE, qui devaient expirer en mai 2024, jusqu'en 2032.

Débat: pas de débat prévu

Vote: mardi 23 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Conférence de presse: mardi après-midi, horaire à confirmer

En savoir plus

[Rapport sur la proposition de règlement relatif aux mesures visant à réduire le coût du déploiement des réseaux de communications électroniques gigabit](#)

[Profil du rapporteur Alin Mituța \(Renew, RO\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE](#)

[Produits multimédias](#)

Les députés votent sur l'actualisation des lignes directrices du réseau transeuropéen de transport

Le PE devrait renouveler l'engagement de l'UE à mener à terme d'ici 2030 les grands projets du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), routes, chemins de fer et ponts transfrontaliers.

En décembre dernier, les négociateurs du Parlement et du Conseil ont [conclu un accord](#) visant à mettre à jour le projet européen relatif aux réseaux de chemins de fer, de routes, de voies navigables intérieures et de voies maritimes à courte distance reliés par des ports et des terminaux dans l'ensemble de l'UE. Les projets actuels du RTE-T vont du [Rail Baltica](#), reliant Helsinki à Varsovie, au tunnel de [base du Brenner](#), reliant l'Autriche et l'Italie, ainsi qu'à la ligne à grande vitesse [Lisbonne-Madrid](#).

Au cours des négociations, les députés ont obtenu que l'on mette davantage l'accent sur le transport intermodal effectué principalement par chemins de fer, voies navigables intérieures et par transport maritime à courte distance. Les chemins de fer électrifiés du réseau central du RTE-T circuleront à des vitesses de 160 km/h pour les trains de voyageurs et de 100 km/h pour le fret, et le franchissement des frontières intérieures de l'UE prendra en moyenne moins de 25 minutes d'ici la fin de 2030.

Les pays de l'UE se sont engagés à mener à terme d'importants projets d'infrastructures de transport sur le [réseau central du RTE-T](#) d'ici la fin de 2030 et sur un réseau global d'ici à la fin de 2050, en insistant sur l'élimination des goulets d'étranglement et sur la correction des liaisons de transport manquantes.

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Communiqué de presse sur l'accord de trilogue \(19/12/2023\)](#)

[Accord interinstitutionnel \(en anglais\)](#)

[Profil de la rapporteure Barbara Thaler \(PPE, Autriche\)](#)

[Profil du rapporteur Dominique Riquet \(Renew, France\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Révision du RTE-T \(mars 2024, en anglais\)](#)

Espace européen des données de santé: des traitements plus efficaces et des recherches qui sauvent des vies

Les députés procéderont à un vote final sur la création d'un espace européen des données de santé afin d'améliorer leur accès et favoriser leur partage sécurisé, dans l'intérêt général.

Mercredi, le Parlement devrait approuver [l'accord conclu avec le Conseil](#), permettant aux patients d'accéder à leurs données de santé sous forme électronique et aux professionnels de la santé de consulter les dossiers de leurs patients, avec leur consentement.

En outre, l'espace des données de santé libérera le potentiel de recherche de ces données dans un format anonymisé ou pseudonymisé, et elles pourraient être utilisées, par exemple, pour trouver des traitements pour les maladies rares. Le système prévoit également de sérieuses garanties en matière de protection de la vie privée pour les données: les patients peuvent empêcher les praticiens d'accéder à leurs données de santé et de les traiter à des fins de recherche, sauf dans le cadre de certaines exemptions d'intérêt général.

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Texte approuvé \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Espace européen des données de santé \(06/12/23\)](#)

[Profil du corapporteur de la commission de l'environnement et de la santé publique Tomislav Sokol \(PPE, Croatie\)](#)

[Profil de la corapporteuse de la commission des libertés civiles Annalisa Tardino \(ID, Italie\)](#)

Le Parlement s'apprête à adopter les cartes européennes d'invalidité et de stationnement

Lors d'un débat mardi et d'un vote mercredi, les députés devraient adopter les premières cartes d'invalidité et de stationnement à l'échelle européenne pour les personnes handicapées.

Les nouvelles règles, [déjà approuvées par le Parlement et le Conseil](#), établiront une carte d'invalidité européenne afin de garantir que, lorsqu'elles voyagent pour une courte période, les personnes handicapées bénéficient d'un accès égal à des conditions préférentielles, notamment des tarifs d'entrée réduits ou nuls, un accès prioritaire et un accès au stationnement réservé. Les deux cartes accorderont aux titulaires, ainsi qu'à ceux qui les accompagnent et aux animaux d'assistance, un accès équivalent à celui des titulaires de cartes nationales.

Mardi également, les députés débattront de l'extension des cartes d'invalidité et de stationnement de l'UE aux ressortissants de pays tiers résidant légalement dans les États membres, y compris les demandeurs d'asile et les apatrides. Un vote sur l' [accord provisoire](#) est prévu mercredi.

Débat: mardi 23 avril

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Communiqué de presse - Cartes européennes d'invalidité et de stationnement: Le Parlement et le Conseil parviennent à un accord provisoire \(09/02/24\)](#)

[Communiqué de presse sur l'accord provisoire sur l'extension des règles de l'UE relatives aux cartes d'invalidité aux ressortissants de pays tiers dans l'UE \(04/03/24, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - La carte européenne d'invalidité et la carte européenne de stationnement \(février 2024, en anglais\)](#)

Une formation obligatoire pour tous les députés sur les conflits et le harcèlement

Mercredi, le Parlement votera sur la mise en place d'une formation pour prévenir les conflits et le harcèlement au travail et favoriser la bonne gestion des équipes.

La formation portera sur les règles financières et administratives relatives à l'engagement des assistants, ainsi que sur les principes de gestion d'équipe, la gestion des conflits et la prévention du harcèlement.

Les députés qui ne suivent pas cette formation au cours des six premiers mois de leur mandat (sauf circonstances exceptionnelles ou s'ils l'avaient suivie préalablement) devront faire face à des répercussions concrètes. Ils pourront être passibles [de sanctions](#) et ne pourront pas être élus en tant que titulaires de fonctions (par exemple au Bureau du PE ou en tant que Président de commission), ne pourront pas être nommés rapporteurs, rejoindre une délégation officielle ou des négociations interinstitutionnelles.

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: réforme du règlement intérieur du Parlement

En savoir plus

[Conflits et harcèlement au travail: vers une formation obligatoire pour les députés \(03/04/24\)](#)

[Profil de la rapporteure Gabriele Bischoff \(S&D, Allemagne\)](#)

[MeToo: Les députés demandent plus d'efforts contre le harcèlement sexuel \(01/06/23\)](#)

[Le Parlement renforce sa politique de lutte contre le harcèlement \(10/07/23\)](#)

[Commission des affaires constitutionnelles](#)

[Règles de comportement approprié](#)

[Règlement intérieur du Parlement](#)

[Produits multimédias](#)

Le PE votera sur des règles plus strictes pour réduire les pertes de microplastiques

Les députés débattent lundi et adopteront mardi des propositions visant à prévenir les pertes de granulés de plastique tout au long de la chaîne d'approvisionnement et réduire la pollution.

Les nouvelles règles obligeront toutes les entités manipulant des granulés de plastique à prendre des mesures pour éviter les pertes. Dans le cas où cela se produirait, elles devront prendre des mesures immédiates pour contenir et nettoyer les déversements.

Le vote clôturera la première lecture du Parlement et le dossier fera l'objet d'un suivi après les élections européennes du 6 au 9 juin.

Contexte

Dans son plan d'action 2021 "[Vers une pollution zéro dans l'air, l'eau et les sols](#)", la Commission a proposé que, d'ici à 2030, que l'UE réduise de 30 % les microplastiques rejetés dans l'environnement (de façon intentionnelle ou non). En 2021, environ 57 millions de tonnes de granulés ont été produites et manipulées dans l'UE. Selon des estimations, entre 52140 et 184290 tonnes de granulés auraient été déversées dans l'environnement en Europe en 2019.

Procédure: procédure législative ordinaire en première lecture

Débat: lundi 22 avril

Vote: mardi 23 avril

En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Communiqué de presse à la suite du vote en commission \(19/03/24, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur João Albuquerque \(S&D, Portugal\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Lutte contre la pollution par les microplastiques dans l'UE: Rejets involontaires de granulés de plastique \(janvier 2024, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Des règles révisées pour l'utilisation du sang, des tissus et d'autres substances d'origine humaine

Mercredi, les députés procéderont au vote final sur de nouvelles règles qui amélioreront la protection des citoyens qui donnent ou qui reçoivent du sang, des tissus ou des cellules.

Le règlement, [approuvé à titre provisoire avec le Conseil](#) en décembre 2023, met à jour les mesures européennes régissant l'utilisation de substances dites d'origine humaine (SoHO), telles que le sang et ses composants (globules rouges/blancs, plasma), les tissus et les cellules – utilisées pour les transfusions, les thérapies, les transplantations ou la reproduction médicalement assistée.

Actuellement, les dons de ces substances sont volontaires et non rémunérés au sein de l'UE. Grâce à ces nouvelles règles, les États membres pourront indemniser les donateurs dans les conditions établies par la législation nationale. Ils seront également tenus d'élaborer et de mettre à jour régulièrement des "plans nationaux d'urgence", définissant des mesures pour garantir la sécurité d'approvisionnement des substances critiques.

Contexte

Chaque année, les patients européens bénéficient de plus de 25 millions de transfusions sanguines, d'un million de cycles de procréation médicalement assistée, de plus de 35,000 greffes de cellules souches (principalement pour les cancers du sang) et de centaines de milliers de tissus de remplacement (par exemple pour des problèmes orthopédiques, cutanés, cardiaques ou oculaires).

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Vote: mercredi 24 avril

En savoir plus

[Accord provisoire \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Nathalie Colin-Oesterlé \(PPE, France\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Meilleures normes de qualité pour les substances d'origine humaine destinées à des applications humaines](#)

[Produits multimédias](#)

Encourager la production de technologies Net-Zéro en Europe

Jeudi, les députés devraient adopter une législation destinée à renforcer la production européenne des technologies nécessaires à la décarbonation.

Le "Net-Zero Industry Act", [déjà approuvé avec le Conseil](#), fixe un objectif pour l'Europe de produire 40 % des technologies nettes zéro comme les panneaux solaires, les pompes à chaleur ou les électrolyseurs d'ici 2030 et de capter 15 % de la valeur marchande mondiale de ces technologies. Il a également pour objectif d'augmenter les capacités de fabrication de ces technologies.

Au cours des négociations, les députés ont veillé à ce que les technologies dans le secteur des énergies renouvelables, du nucléaire, de la décarbonation industrielle, du réseau, des technologies de stockage de l'énergie et de la biotechnologie soient toutes soutenues. La loi simplifiera le processus d'autorisation, en fixant des délais maximaux pour les projets à autoriser en fonction de leur portée et de leurs résultats.

La législation encouragera le financement par les recettes du système national d'échange de quotas d'émission (SEQE) et pour la plupart des projets stratégiques par l'intermédiaire de la plateforme des Technologies stratégiques pour l'Europe (STEP).

Débat: jeudi 25 avril

Vote: jeudi 25 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Rapport sur la mise en place d'un cadre de mesures pour renforcer l'écosystème de fabrication de produits technologiques nets zéro en Europe \(Net Zero Industry Act\)](#)

[Profil du rapporteur Christian Ehler \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Loi sur l'industrie nette zéro \(en anglais\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Les députés votent sur le retrait de l'UE du traité sur la Charte de l'énergie

Le Parlement votera sur l'opportunité de donner son approbation pour procéder à un retrait de l'Union européenne du traité, considéré comme un obstacle à la transition climatique.

Mercredi, le Parlement [décidera s'il convient d'approuver le retrait de l'Union du traité sur la Charte de l'énergie](#), en votant sur une recommandation des commissions de [l'industrie, de la recherche, de l'énergie](#) et [du commerce international](#) qui préconisent de le faire.

En cas d'approbation du Parlement, le Conseil pourra adopter la décision à la majorité qualifiée.

Le traité sur la Charte de l'énergie (TCE) a été créé en 1994 dans le but de régir le commerce et les investissements dans le secteur de l'énergie. Il est maintenant devenu un point focal de controverse. Le Parlement avait déjà [exprimé la nécessité de sortir](#) du traité dans une résolution adoptée en 2022. La Commission européenne estime que le traité n'est plus compatible avec les objectifs climatiques de l'UE dans le cadre du Pacte vert européen et de l'Accord de Paris, principalement en raison de préoccupations liées à la poursuite des investissements dans les combustibles fossiles.

Débat: mardi 23 avril

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: consentement

En savoir plus

[Recommandation sur le projet de décision du Conseil relative au retrait de l'Union du traité sur la Charte de l'énergie](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(09/04/24, en anglais\)](#)

[Profil de la rapporteure Anna Cavazzini \(Verts/ALE, DE\)](#)

[Profil du rapporteur Marc Botenga \(La gauche, BE\)](#)

[Service de recherche du PE - Retrait de l'UE du traité sur la Charte de l'énergie \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

Lutte contre les retards de paiement dans les transactions commerciales

Les règles proposées visent à protéger les entreprises et les PME contre les retards de paiement et à garantir leur réception en temps voulu pour éviter les problèmes de trésorerie.

Mardi, les députés devraient adopter [leur position](#) sur les règles révisées visant à lutter contre les retards de paiement et à encourager la compétitivité des entreprises, en particulier les plus petites. Le projet de règlement introduit une série de mesures visant à éliminer les ambiguïtés et les lacunes juridiques qui ont limité l'efficacité de la [directive actuelle](#).

Les règles devraient introduire des délais de paiement maximaux plus stricts en fonction du type de transaction et du secteur, tout en maintenant la liberté contractuelle. Les députés proposent 30 jours pour les transactions d'entreprise à entreprise (B2B) et de gouvernement à entreprise (G2B) ; 60 jours calendaires pour les transactions B2B, si cela figure expressément dans le contrat ; et 120 jours dans les secteurs du commerce de détail avec une faible rotation des produits ou une saisonnalité (par exemple, les jouets, les bijoux, les équipements sportifs ou les livres).

Type de procédure : procédure législative ordinaire, première lecture

Vote : mardi 23 avril

Conférence de presse : mardi 23 avril à 15 heures CEST

En savoir plus

[Service de recherche du PE - Lutte contre les retards de paiement \(en anglais\)](#)

Soutien à l'Ukraine et aux Balkans occidentaux

Les députés devraient approuver une nouvelle facilité pour soutenir les Balkans occidentaux, ainsi qu'une hausse de 5,8 milliards d'euros du budget 2024, en partie pour soutenir l'Ukraine.

Une mise à jour de 5,8 milliards d'euros du budget actuel était nécessaire pour rendre disponibles en 2024 les fonds provenant de [la révision à mi-parcours du budget à long terme de l'UE](#), qui a été retardée mais qui vient d'être adoptée.

4,8 milliards d'euros ont été alloués au soutien à l'Ukraine, par le biais de la nouvelle [facilité pour l'Ukraine](#). La nouvelle facilité pour les Balkans occidentaux recevra une première tranche de 500 millions d'euros en 2024. [Plus d'informations sur la mise à jour budgétaire de l'UE 2024 sont disponibles en suivant ce lien.](#)

Facilité pour la réforme et la croissance des Balkans occidentaux

Dans le cadre d'un vote séparé, les députés devraient introduire une nouvelle facilité pour le soutien aux partenaires de l'UE dans les Balkans occidentaux. S'étendant de 2024 à 2027, cette facilité allouerait jusqu'à [2 milliards d'euros en subventions et 4 milliards d'euros en prêts](#). Elle apportera un soutien aux six pays candidats à l'adhésion à l'UE, renforcera la convergence économique et facilitera la mise en place de réformes socio-économiques, contribuant à consolider l'État de droit et les droits fondamentaux.

Débat: mardi 23 avril (facilité pour les Balkans occidentaux)

Votes: mercredi 24 avril (facilité pour les Balkans occidentaux), jeudi 25 avril (mise à jour budgétaire de l'UE 2024)

Procédures: procédure législative ordinaire, accord en première lecture (facilité pour les Balkans occidentaux), procédure budgétaire (mise à jour budgétaire de l'UE 2024)

En savoir plus

[Fiche de procédure \(Facilité pour les Balkans occidentaux\)](#)

[Fiche de procédure \(mise à jour budgétaire de l'UE 2024\)](#)

Les députés votent sur des mesures visant à améliorer l'accès à l'argent liquide et la protection contre la fraude

Mardi, la plénière adoptera des propositions pour un secteur des services de paiement plus ouvert et plus compétitif, capable de se défendre contre la fraude et les violations de données.

Le Parlement devrait voter sur les modifications apportées au [règlement et à la directive sur les services de paiement](#), qui visent à promouvoir des conditions de concurrence équitables entre les banques et les prestataires de services de paiement non bancaires, tout en protégeant les utilisateurs contre la fraude, l'utilisation abusive de leurs données et contre les frais et charges cachés. Les députés souhaitent également permettre à tous les citoyens un meilleur accès à l'argent liquide, en particulier dans les zones reculées ou rurales.

Par ce vote, le Parlement européen clôturera sa première lecture sur les propositions. Les travaux législatifs sur ces deux dossiers se poursuivront après les élections européennes du 6 au 9 juin.

Procédure: procédure législative ordinaire en première lecture

Votes: mardi 23 avril

En savoir plus

[Fiche de procédure \(règlement\)](#)

[Fiche de procédure \(directive\)](#)

[Profil du rapporteur pour le règlement, Marek BELKA \(S&D, PL\)](#)

[Profil du rapporteur de la directive, Ondřej KOVAŘÍK \(Renew, CZ\)](#)

[Service de recherche du PE - Deuxième révision des services de paiement dans l'UE \(janvier 2024, en anglais\)](#)

Cybersécurité: renforcer la coopération de l'UE contre les menaces

La législation sur la cybersolidarité vise à construire une réponse collective et plus résiliente de l'UE contre les cybermenaces.

La proposition législative, [déjà approuvée avec le Conseil](#), vise à renforcer la capacité de l'Union européenne à détecter, à se préparer et à réagir aux menaces et incidents liés à la cybersécurité. Les principaux objectifs de la proposition comprennent le renforcement de la détection et de la connaissance de la situation des cybermenaces à l'échelle de l'UE, l'amélioration des capacités de préparation et de réaction en cas d'incidents de cybersécurité importants et la promotion de la souveraineté technologique européenne en matière de cybersécurité.

Ces objectifs seront principalement atteints grâce à un réseau paneuropéen de pôles nationaux de cybersécurité et à la mise en place d'un mécanisme d'urgence en matière de cybersécurité et d'un mécanisme européen d'examen des incidents.

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Rapport sur la proposition visant à renforcer la solidarité et les capacités de l'Union en matière de détection et de préparation aux menaces et incidents en matière de cybersécurité et de réaction à ces menaces et incidents](#)

[Profil de la rapporteure Lina Gálvez Muñoz \(S&D, ES\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Législation sur la cybersolidarité \(en anglais\)](#)

Un nouveau système pour assurer le fonctionnement du marché unique en cas de crise

Le PE devrait approuver un nouveau système de préparation et de coordination en cas de crise afin d'assurer la circulation des biens essentiels et des travailleurs en cas de crise future.

Le nouveau règlement sur les situations d'urgence et la résilience du marché intérieur (SURMI) devrait contribuer à éviter des erreurs telles que celles commises pendant la pandémie de COVID-19. Il met en place un système d'alerte à trois niveaux avec des mesures préparatoires correspondantes pour harmoniser et coordonner les actions des États membres.

L'objectif principal est d'éviter de manquer de biens importants en cas de crise et de veiller à ce que les biens et services essentiels puissent continuer à traverser les frontières, même si celles-ci sont fermées et les déplacements limités. En outre, le nouveau système exige des pays qu'ils informent plus efficacement les entreprises et les citoyens de toute mesure exceptionnelle et permettent aux entreprises de hiérarchiser les commandes de production venant de la Commission européenne sans être tenues responsables d'autres obligations contractuelles non satisfaites.

Vote: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Projet de règlement principal](#)

[Projet de règlement "omnibus" d'accompagnement](#)

[Projet de directive "omnibus" d'accompagnement](#)

[Fiche de procédure \(règlement principal\)](#)

[Fiche de procédure \(règle d'accompagnement omnibus\)](#)

[Fiche de procédure \(accompagnant la directive omnibus\)](#)

[Profil du rapporteur Andreas Schwab \(PPE, DE\)](#)

[Travaux effectués au Parlement et liens vers des documents \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Données des passagers aériens: des règles plus claires pour renforcer la sécurité de l'UE

Mercredi, les députés voteront sur des règles actualisées sur la manière dont les compagnies aériennes devront recueillir et communiquer les données des passagers avant leur voyage.

La législation relative à la collecte d'informations préalables aux voyageurs (API), [déjà approuvée par le Conseil](#), renforcera la sécurité aux frontières extérieures de l'UE et la lutte contre la criminalité. Les entreprises devront collecter et transmettre systématiquement aux autorités compétentes les données des passagers, leur nom, leur date de naissance, leur nationalité et leurs passeports. Les règles s'appliqueront aux vols arrivant dans l'UE en provenance d'un pays tiers et, à des fins répressives, également aux vols au départ de pays de l'UE.

Les données biométriques seront exclues et les données ne seront stockées que si elles sont strictement nécessaires (dans la plupart des cas, pendant 48 heures).

Votes: mercredi 24 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Fiche de procédure \(contrôle aux frontières\)](#)

[Fiche de procédure \(application de la loi\)](#)

[Profil du rapporteur sur la gestion des frontières, Jan-Christoph Oetjen \(Renew, Allemagne\)](#)

[Profil de la rapporteure sur l'application de la loi et la prévention de la criminalité, Assita Kanko \(ECR, Belgique\)](#)

[Service de recherche du PE - Analyse des propositions de la Commission européenne visant à réformer le cadre juridique des informations préalables sur les passagers \(en anglais\)](#)

Résolutions sur les droits de l'homme et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats urgents sur les thèmes suivants relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit mercredi après-midi, suivis des votes jeudi.

- Azerbaïdjan, notamment la répression de la société civile et les cas de Dr Gubad Ibadoghlu et Ilhamiz Guliyev ;
- La proposition d'abrogation de la loi interdisant les mutilations génitales féminines en Gambie ;
- La nouvelle loi sur la sécurité à Hong Kong et les cas d'Andy Li et Joseph John.

Débats: mercredi 24 avril

Votes: jeudi 25 avril

Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Autres sujets à l'ordre du jour

- Plantes obtenues par certaines nouvelles techniques génomiques, *POLFJÄRD, vote mercredi*
- Code frontières Schengen, *GUILLAUME, vote mercredi*
- Les eaux de surface et les polluants des eaux souterraines, *BRGLEZ, vote mercredi*
- Matériel végétal et forestier de reproduction, *DORFMANN, Débat mardi, vote mercredi*
- Activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), *LALUCK, vote mercredi*
- Classification, étiquetage et emballage des substances, *SPYRAKI, vote mardi*
- Recouvrement de l'assurance des entreprises de réassurance, *FERBER, vote mardi*
- Union bancaire, *FERNANDEZ, débat mercredi, vote jeudi*
- Mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, *AGUILERA, vote mercredi*
- Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés dans le secteur alimentaire au Danemark, *LEWANDOWSKI, vote mercredi*
- Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés dans le secteur de la métallurgie en Allemagne, *GEIER, vote mercredi*
- Droit d'enquête du PE, questions orales au Conseil et/ou à la Commission, *débat mercredi*
- Règlement relatif aux mesures d'importation, d'exportation et de transit des armes à feu, leurs composants essentiels et leurs munition (révision), *LANGE, vote mardi*
- Attaque contre le climat et la nature: des tentatives de l'extrême droite et des conservateurs pour détruire le Pacte vert et empêcher les investissements dans notre futur, *débat thématique, mercredi*
- Partenariat stratégique et global UE-Égypte, et accords avec des pays-tiers clés, *déclarations du Conseil et de la Commission, mardi*
- Tentatives de réintroduction d'une loi sur les agents étrangers en Géorgie et ses restrictions pour la société civile, *déclaration du vice-président de la Commission et/ou du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, mardi*
- Situation en Haïti, déclaration du vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *mardi*
- Déclaration de La Hulpe sur l'avenir de l'Europe sociale, *déclarations du Conseil et de la Commission, mercredi*
- Forger ensemble un avenir durable: défis économiques, sociaux et de territoire pour une Europe compétitive, cohérente et inclusive, *déclarations du Conseil et de la Commission, mercredi*
- Réformes préalables à l'élargissement à l'évaluation des politiques publiques, *déclaration de la Commission, jeudi*